

Édito

Dans tout le pays, unissons-nous !

Après plus de 20 ans, au gré de l'évolution du PCF, où se sont multipliés les départs individuels et les scissions avec ce qui fut autrefois le parti de référence de la classe ouvrière française, sans en exagérer la portée, la fusion annoncée de l'ANC et du RC, est appelée à faire date dans la famille communiste française.

Avec bien sûr ses défauts, ses limites et ses tâtonnements, le PCF fut néanmoins pendant des décennies le porte-drapeau de la révolte ouvrière, le parti des fusillés, celui du refus des guerres coloniales qui assumait d'être à contre-courant dans des moments clefs de l'histoire : de la guerre du Rif, à la résistance, de Maastricht à la lutte contre les Pershing et les SS20 et la militarisation de la planète, celui des manifestants « *en groupe, en ligue, en procession et même seul à l'occasion* ».

A l'orée des années 80 et des décennies qui suivirent, force est de constater que ce parti-là alla de dérives en dérives. De l'abandon de fondamentaux marxistes au refus du débat interne, de sa conversion à « l'Europe sociale » au renoncement au combat contre la monnaie unique, de la promotion de la privatisation des grandes entreprises nommée fumeusement « mixité public-privé » à la justification de la casse du fonds social de l'Assurance chômage, il va désormais jusqu'à approuver les livraisons d'armes à l'Ukraine en contradiction avec des décennies de lutte pour la paix. Sans parler des derniers aspects lamentables de cette dérive multiforme, qui voit le 1^{er} dirigeant de ce parti tour à tour manifester avec les syndicats de police les plus droitiers, aller diner au CRIF, se faire applaudir aux universités du MEDEF. Et sans compter non plus les positions lamentables sur la Palestine, le refus de voir dans le 7 octobre autre chose que le 1^{er} pogrom (sic !) du 21^{ème} siècle du seul Hamas et de ne signer que très timidement les appels à la libération de Georges Ibrahim Abdallah.

Cette évolution aurait peut-être pu être freinée, voire renversée, si le débat interne avait été permis dans un parti qui comptait plus de 600 000 adhérents. Or, le débat n'a pas eu lieu et, outre les départs individuels de camarades dépités, le mouvement communiste s'est fracturé de groupes en groupes se divisant parfois eux-mêmes avant de disparaître, l'ensemble donnant l'image de groupuscules inefficaces voire invisibles.

Pourtant, depuis 24 ans et le congrès de Martigues, les tentatives de rassemblement et les appels à l'unité des communistes n'ont pas manqué. Si cela a permis que le dialogue existe au moins entre certains de ces petits groupes et que des actions modestes soient parfois menées de concert, aucun regroupement ne s'est fait durant ces deux décennies. Chaque groupe – en dépit des efforts louables pour maintenir la flamme et tenter de faire émerger une alternative – semblait s'enfermer dans une logique d'isolement qui condamnait le mouvement communiste français à être inaudible dans le débat politique national et absent du débat international dans un contexte où le PCF ne signe quasiment plus de textes internationaux comme en témoigne la dernière rencontre des PC du monde en 2023, quinze jours après le 7 octobre, à Izmir en Turquie.

Pour autant, plusieurs d'entre nous ont conservé cette volonté unitaire. Ainsi, pour la 1^{ère} fois depuis 24 ans et après avoir assisté à tant de déchirements, deux groupes communistes vont se regrouper les 1, 2 et 3 novembre prochains. Il est d'ailleurs symptomatique que cette rencontre se tienne quelques jours après la rencontre mondiale anti-impérialiste de Dakar où nous interviendrons en tant qu'ANC/RC.

Tout le contraire d'un regroupement circonstanciel, cette fusion est l'aboutissement d'une décision prise il y a un an et qui reste ouverte aux autres groupes communistes qui voudraient s'y joindre sur la base de grandes lignes simples : la dissolution de l'OTAN, le refus de l'UE, le parti pris de la paix, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la nationalisation des banques, des laboratoires pharmaceutiques et des moyens de production et d'échange et le développement des services publics. Cette nouvelle organisation adoptera le centralisme démocratique comme mode de fonctionnement, visant à la multiplication de cellules d'entreprises, de villages et de quartiers populaires. Les dernières élections européennes - même si nous n'avons pas, collectivement, mis tous nos œufs dans le même panier - nous avaient convaincus, malgré les conditions d'une campagne tardive et sans moyens, de la possibilité d'ouvrir le champ d'expression d'une voix communiste dans ce pays. Le rassemblement qui verra le jour au soir du 3 novembre en sera une première étape et, n'en doutons pas, sera pour celles et ceux qui auront la chance de la vivre en direct, enthousiasmante.



Une banderole de congrès appelée à resservir...

Guerre au Liban : L'état génocidaire d'Israël au service d'un impérialisme en crise !

Après un an de guerre meurtrière et de génocide à Gaza, l'état colonial sioniste soutenu par les USA et l'UE, décide qu'il est désormais capable d'ouvrir un vrai front avec le Liban. La priorité est visiblement devenue le front Nord.

Depuis le 7 octobre 2023 et le début du génocide dans la bande de Gaza, le Hezbollah a ouvert un front de soutien armé à la résistance palestinienne dans le nord de la Palestine occupée. Ce front a eu comme conséquence principale l'évacuation de plusieurs dizaines de milliers de colons du Nord des territoires occupés et l'arrêt presque total de l'économie de cette bande de territoire (environ deux fois la taille de la bande de Gaza). C'est clair : Israël n'est plus une « terre sûre » pour les colons.

Un déchaînement multiforme de terrorisme et de barbarie depuis quelques mois traduit l'agitation et une désorientation stratégique de l'axe colonial : assassinat du chef politique du Hamas Ismaïl Hanniyeh, attaques des bipeurs, destruction de quartiers entiers à Beirut pour cibler le chef politique du Hezbollah Sayyed Hassan Nasrallah, etc. La mort de Hassan Nasrallah, homme politique d'envergure, doté de capacités tactiques et stratégiques indiscutables, a été un drame pour toute la gauche arabe et les militants antiimpérialistes du Maroc à L'Irak.

Néanmoins, croire qu'Israël a planifié son programme pour affronter le Hezbollah au cours des derniers mois est une erreur dans l'évaluation de la position israélienne. Ce que Tel-Aviv met en œuvre aujourd'hui, est un programme préparé depuis vingt ans. Il contient des chapitres qu'Israël n'a pas réussi à mettre en œuvre depuis sa défaite en 2000 (libération du Sud Liban) et 2006 (l'opération « promesse tenue » du Hezbollah) et la victoire éclatante dans les deux cas de la résistance du Hezbollah.



L'objectif affiché de l'opération au Liban menée l'armée d'occupation et les USA est celui de l'éradication du Hezbollah. D'ailleurs, on remarque que l'entité sioniste a actualisé son slogan de guerre de 2006 « écraser le Hezbollah ». Il veut désormais « éradiquer le Hezbollah ». Pour ce faire, Israël intensifie ses attaques barbares contre les civils au sud du Liban, considéré comme la « couveuse populaire » de la résistance menée par le Hezbollah. Cette « couveuse » avait auparavant accueilli les factions de la résistance palestinienne, puis les factions de la résistance nationale libanaise, avant de devenir l'environnement à partir duquel le Hezbollah est né. Il est soutenu par toute la résistance libanaise, à commencer par le Parti Communiste Libanais. Le Hezbollah, présenté comme « islamiste » donc « terroriste » par les médias bourgeois occidentaux, est avant tout, une organisation de résistance antisioniste à la politique coloniale génocidaire d'Israël et de ses soutiens. Comme le sont le Hamas et le Jihad Islamique à Gaza (qui sont en liaison étroite avec les communistes du Front Populaire de Libération de la Palestine). Du reste, Hugo Chavez lui-même ne se présentait-il pas comme un guérillero catholique bolivarien ? Israël parle désormais d'une zone tampon dans le sud du Liban, ce qui implique non seulement d'en chasser les militants mais aussi toute la population.

Ce discours diffusé dans les médias ou même dans les couloirs diplomatiques selon lequel Israël veut se débarrasser de la menace du Hezbollah pour les habitants des colonies du nord ne représente pas du tout le véritable objectif de cette guerre : depuis un an, Israël agit comme le bras armé de l'impérialisme occidental et en particulier des USA et cherche à frapper les capacités militaires, sécuritaires, humaines et logistiques de l'axe de la résistance antisioniste dans la région et tout particulièrement l'Iran. Cet axe de résistance symbolise le rapprochement avec un cercle

plus large : la Russie, la Chine, le Venezuela, le Brésil. Etc. Les attaques sionistes régulières contre l'Iran, la Syrie et le Liban ne sont pas des folies momentanées de Netanyahu ou de tel ou tel chef militaire mais des choix stratégiques réfléchis. Le nom donné à l'opération qui a mené à l'assassinat de Nasrallah est dans ce sens significatif : « Seder hadach » ou « Nouvel ordre », montrant ainsi la volonté d'imposer un nouvel ordre politique à l'ensemble de la région, à la botte d'Israël. La scène de cette offensive est, au minimum, régionale et certainement de dimension mondiale.

Pour rappel, les USA disposent des bases militaires dans plusieurs pays riverains (Au Qatar, à Bahreïn, au Koweït, en Arabie Saoudite, aux Emirats Arabes Unis, etc.). Cette présence militaire encore renforcée depuis le 07 octobre 2023 garantit à Israël une autorisation et une impunité totale. Prétendre, par ignorance ou par idéologie, que c'est « une escalade imprévisible » ou « une folie de Netanyahu » ou encore que ce soit une décision unilatérale de Tel Aviv, ne peut que masquer, au bénéfice de l'ennemi de classe, le lien fondamental entre cette guerre génocidaire au Liban et en Palestine et la stratégie fondamentale de l'impérialisme occidental en crise face au projet d'un monde multipolaire incarné par des tentatives de regroupements un peu partout dans le monde (BRICS, ALBA en Amérique du Sud, AES au Sahel...).

Soutenir la résistance libanaise et le peuple palestinien dans sa lutte pour la libération nationale doit prendre une dimension stratégique dans toutes les organisations progressistes en Europe. La lutte anti-impérialiste et pour la paix passe obligatoirement par la compréhension des enjeux occidentaux au Moyen-Orient face aux nouveaux rapports de forces qui se dessinent. Agir en France contre l'impérialisme français, allié d'Israël, est un devoir incontournable pour les communistes.

Justice pour le peuple Kanak : la colonisation, ça suffit !

Depuis le mois de mai 2024, une nouvelle phase de la lutte de libération nationale du peuple kanak s'est enclenchée. Présentée par les médias bourgeois comme des « émeutes », cette révolte populaire s'inscrit dans la lignée des nombreuses insurrections anticoloniales qui secouent Kanaky depuis des décennies. L'élément déclencheur est de nouveau le projet de révision constitutionnelle visant à mettre partiellement fin au gel du corps électoral. Derrière ce qui se présente comme une banale réforme électorale se cache en fait le vieux projet de légalisation de la politique française de colonialisme de peuplement. Permettre aux métropolitains de voter et décider du sort de Kanaky, c'est assumer que les kanaks ne sont pas souverains sur leur terre.

Cela s'inscrit dans un contexte de reculs successifs de l'impérialisme français en Kanaky. L'État français a en effet été progressivement contraint d'accepter le principe du référendum dans ce qu'il appelle la « Nouvelle-Calédonie ». Mais ce vote n'est en aucun cas un « cadeau » de la métropole. Comme pour toutes les luttes anticoloniales, c'est le rapport de force imposé par la population kanake qui force la puissance occupante à reculer et à négocier les conditions de son départ. Et aujourd'hui, face au rapport de force de plus en plus défavorable, la France est contrainte d'assumer ouvertement sa volonté de maintien de son projet colonial.

Les événements récents s'inscrivent par ailleurs dans un contexte de long cours de recul de l'impérialisme français en général. Cela s'est notamment exprimé récemment par la victoire de plusieurs coups d'État patriotique dans ses anciennes colonies africaines (Mali, Niger, Burkina Faso, entre autres). La révolte s'inscrit également dans un contexte de crise économique aggravée

depuis 2020 en Kanaky, et surtout d'inégalités criantes entre les Kanaks et le reste de la population. Le niveau de vie médian des Kanaks est ainsi deux fois plus faible que celui des non-Kanaks.



Le maintien de la Kanaky sous domination française est primordial pour notre bourgeoisie nationale. D'abord parce qu'on y trouve entre 20% et 40% des réserves mondiales de nickel, mais aussi d'importance ressources halieutiques (pêche), d'hydrocarbures et de minerais dans le sous-sol marin. Mais surtout parce que cela permet à la France de se garantir une zone d'influence dans une région au cœur des enjeux géopolitiques actuels. Enfin, l'indépendance de Kanaky fissurerait la domination française sur tous ses « territoires d'outre-mer » et renforcerait les mouvements indépendantistes dans les Antilles, en Guyane, en Polynésie, etc. Or, la bourgeoisie française ne peut pas se permettre de perdre ses dernières colonies, qui lui garantissent le deuxième plus grand domaine maritime du monde, condition nécessaire au maintien de son emprise impérialiste sur le Tiers-Monde.

Toutes ces raisons expliquent l'ampleur de la répression. L'État français s'est allié aux colons racistes pour mater par la force la juste lutte du peuple kanak. Couvre-feu, état d'urgence, envoi de plus de 3000 militaires et policiers : la violence coloniale s'accroît, surtout dans les quartiers populaires de Nouméa. On compte au moins 7 morts « officielles », des dizaines de disparus et de blessés, des centaines d'arrestations. Comme au « bon vieux temps des colonies », l'Etat français renoue avec la déportation des militants. Quand par le passé, il déportait communistes et résistants algériens en « nouvelle Calédonie », les résistants kanaks sont quant à eux déportés vers la Métropole. C'est notamment la Cellule de Coordination des Actions de Terrain (CCAT) qui est visée. Son leader, Christian Tein, est ainsi actuellement détenu en prison à Mulhouse

Mais quelle que soit la répression, elle ne pourra pas stopper le peuple Kanak. Car la situation que vivent les Kanaks est une réalité objective : la Kanaky est une colonie française et, l'histoire l'a prouvée, toute situation coloniale est temporaire. Ce n'est que le rapport de force du moment qui fait de l'indépendance une réalité proche ou lointaine, car elle est inévitable à terme. Et c'est une bonne chose : en se libérant de l'emprise impérialiste, Kanaky et toutes les nations colonisées font reculer un système mondial qui opprime les peuples ici et là-bas. C'est pourquoi les communistes de France et le mouvement communiste international doivent soutenir la juste lutte du peuple Kanak pour sa séparation totale de l'impérialisme français.

Parlement européen : communiquer pour pousser à la guerre

La résolution autorisant l'Ukraine à utiliser les armes fournies par les pays de l'UE dans les profondeurs du territoire russe a été adoptée au parlement européen avec 425 voix pour 131 contre et 63 abstentions. Le parlement européen n'ayant aucun pouvoir, la décision d'autoriser l'utilisation d'armes par les pays de l'UE dépend dans les faits des choix qui seront faits à Washington. Le représentant de l'UE Peter Stano a dû d'ailleurs reconnaître le 26 septembre dernier que même la Commission européenne ne peut que recommander des actions militaires car la décision de leur utilisation revient aux Etats membres. Le vote du parlement européen « autorisant » à utiliser ces armes dans les profondeurs de la Russie n'était donc pas fait pour prendre une décision devant s'appliquer aux Etats membres de l'UE, mais il s'agit d'un vote permettant de juger la proportion de députés “domestiqués” et suivant la ligne dominante, et de voir où pouvaient se cacher les opposants éventuels.

Dans un contexte où la composition de la nouvelle Commission européenne tend à favoriser le camp des va-t'en guerre, il s'agit aussi de créer dans toute l'UE, par le biais du parlement européen, une atmosphère d'unanimité profitable aux intérêts militaristes. Notons que les Affaires étrangères et la politique de sécurité étrangère de l'UE ont été confiées à Kaja Kallas, originaire de la minuscule Estonie, qui s'était illustrée récemment par une diatribe souhaitant la fragmentation de l'immense Russie en multiples petits Etats. Un nouveau commissariat à la Défense et à l'Espace a également été créé et qui aura sans doute comme fonction de traiter de la guerre et de l'Ukraine. Le nouveau commissaire lituanien qui en a pris la direction aura donc pour mission de pousser les Etats européens à approvisionner le front ukrainien.

Dans une situation où l'UE achète plus de 60% de ses armes aux Etats-Unis, il s'agit donc de relancer les importations d'armes d'outre-Atlantique tout en écoulant ce qu'on peut d'armes européennes vers l'Ukraine, pour le plus grand profit des marchands de canons. L'UE, qui entend chapeauter les Etats européens, est prise en main par des politiciens faibles et issus surtout de pays menant une politique ouvertement conformiste envers les Etats-Unis. Le Parlement européen a donc adopté cette résolution pour souligner l'importance souhaitée du nouveau commissariat à la Défense et l'augmentation du financement du conflit en Ukraine, en utilisant les avoirs russes confisqués et en augmentant la part des impôts des pays membres consacrés aux armées.

Nous sommes donc bien dans des manœuvres de propagande, selon l'habitude désormais bien enracinée de nos « politiciens-communicants ». Ils veulent « reprendre en main » les opinions européennes, en particulier après les derniers succès électoraux des partis otano-sceptiques en Allemagne ou ailleurs. Pour cela, il faut pousser les dirigeants des Etats et des partis de l'UE à accepter d'utiliser leurs armes en profondeur en Russie.

Pour cette rentrée morose en raison de la situation économique, les dirigeants de l'UE veulent forcer un virage martial qui passe par la radicalisation de la ligne atlantiste. Il s'agit, en visant la Russie, de bâtir une Europe-forteresse comme pôle régional d'une guerre mondiale otanienne pour le moment encore « hybride ».

Pour les Etats-Unis et leurs relais dans l'OTAN/UE, il faut pousser les peuples européens à accepter d'entrer dans une logique de guerre et d'affrontement, dans une situation où le nombre de conflits provoqués par les puissances de l'OTAN augmente partout dans le monde, où le poids du complexe militaro-industriel US

se renforce et où les pays européens continuent à s'affaiblir économiquement. Tout cela ne peut que pousser la Russie à réagir avec une fermeté grandissante, ce qui ne pourra qu'affaiblir la position des diplomates au profit des industriels de l'armement.

Les partis « d'extrême centre », les « partis de gouvernements », se sont tous alignés au cours de ce vote contre la Russie, sauf Nadine Morano qui s'est abstenue. La gauche bourgeoise, conformiste, sociétale et atlantiste confirme qu'elle n'a rien contre l'idée d'envoyer les enfants de travailleurs au hachoir à viande. Les députés de LFI se sont contentés de s'abstenir tandis que les députés du RN votaient contre la résolution, Bardella étant absent lors du vote. Bref, à quelques exceptions près, la gauche institutionnelle ne s'est pas mieux comportée que les gauches européennes lors du vote des crédits militaires en 1914 dans les différents pays européens, laissant ainsi la place du « pacifisme » à l'extrême droite ! On recherche donc instamment des nouveaux Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, Jean Jaurès et Vladimir Illitch Lénine si l'on veut éviter la logique mortifère que veulent nous imposer « nos communicants ».

Bruno Drweski (ANC)

La der des ders

« Le président russe Vladimir Poutine a déclaré mercredi qu'une puissance nucléaire qui soutiendrait l'attaque d'un autre pays contre la Russie serait considérée comme partie prenante à l'agression en vertu d'une nouvelle version de la doctrine nucléaire de Moscou », a rapporté l'agence de presse américaine AP.

« Eh bien, pour les imbéciles, il ne restera que la maxime romaine : *caelo tonantem credidimus Jovem Regnare...* » – écrit Medvedev dans son canal Telegram. Cette expression, attribuée à Horace, signifie « le tonnerre du ciel nous convainc du règne de Jupiter » et implique que le pouvoir d'un parti ne se réalise qu'après son application.

M. Medvedev a mentionné trois changements principaux dans la doctrine nucléaire actualisée. Tout d'abord, une agression contre la Russie par un État non doté d'armes nucléaires avec le soutien ou la participation d'un pays doté d'armes nucléaires sera considérée comme une attaque conjointe. « *Tout le monde comprend de quels pays nous parlons* », a souligné l'homme politique. Deuxièmement, une défense nucléaire équivalente sera introduite pour le Belarus. Troisièmement, l'utilisation d'armes nucléaires dans certaines conditions pourrait être justifiée par le franchissement massif de la frontière russe par des avions, des missiles, des drones et d'autres armes aériennes de l'ennemi.

Pas de faux procès mais un besoin urgent de clarté

Le 15 Septembre, suite à la venue du président du MEDEF à la fête du journal ancien organe central du Parti Communiste Français, le journal patronal *Les Echos* publiait un article intitulé « **À la fête de l'Huma, entre Sophie Binet et Patrick Martin, un débat cash mais sans clash** ».

L'existence même du débat pose évidemment question et on peut légitimement s'interroger sur les raisons qui ont poussé la CGT à proposer ce débat et le MEDEF à l'accepter, pour « *la première fois* ».

La réponse à ces questions est annoncée par l'animateur dès le début du débat : « *Dans le temps politique que nous vivons, de conflits et d'incertitudes, ceux qu'on appelle les partenaires sociaux ont parfois su prendre leurs responsabilités, ne serait-ce que pour dialoguer* ». Patrick Martin comme Sophie Binet rebondiront sur cette assertion en invoquant la « bonne gestion paritaire » de l'Agirc-Arrco et l'accord trouvé entre organisation patronales et syndicales – CGT comprise – pour empêcher l'Etat d'effectuer une ponction.

S'il est certain que le débat a donné à voir un affrontement entre les deux dirigeants syndicaux, notamment sur les licenciements en cours dans l'industrie et le financement de la protection sociale par la cotisation, l'ennemi numéro un désigné en était absent, puisqu'il s'agissait de Macron. Ce président qui s'attaque à la gestion paritaire en n'homologuant pas les accords

interprofessionnels, même ceux que la CGT n'a pas signés, ce président qui réduit les moyens dans les entreprises pour le « dialogue social ».

Pourtant, notre ennemi de classe est bien le patronat. Ce sont eux nos exploités, eux qui répandent la misère et la guerre pour satisfaire leur taux de profit. Or, cet antagonisme de classe a été tellement effacé durant le débat que le président du MEDEF a même pu affirmer qu'il fallait une augmentation des salaires, suscitant ainsi des applaudissements de la salle. Une balle saisie au bond par Sophie Binet qui, après avoir entendu Patrick Martin dénoncer l'intolérance et le racisme, lui demande son aide pour lutter contre les idées de l'extrême-droite dans les entreprises par un malheureux « *on a besoin de vous [...]* ».

Ce débat doit interpeller chaque camarade. N'est-il qu'un épisode malheureux mais isolé ou est-il constitutif d'une stratégie de long terme de redéfinition du syndicalisme combattif de la CGT pour accorder au dialogue social toujours plus d'importance, soit :

- Un syndicalisme déconnecté de toute analyse réelle en termes de lutte des classes dans laquelle c'est bien l'état du rapport de force travail/capital qui détermine les politiques menées par l'Etat.
- Un syndicalisme déconnecté de son histoire sans laquelle on ne peut pas comprendre la mise en place du régime de vichy par le patronat français.
- Un syndicalisme déconnecté de sa principale arme, la grève nationale interprofessionnelle, remplacée par une stratégie de lobbysme auprès des parlementaires, y compris ceux de la majorité présidentielle...

En bref, un syndicalisme qui abandonne la double besogne en laissant dépérir ses structures interprofessionnelles et en rompant avec son principe fondateur : le fédéralisme ?

Alors oui, s'il ne s'agit pas de faire de faux procès à tel ou telle camarade, il s'agit bien de demander que clarté se fasse autour de la stratégie déployée par une direction confédérale élue précisément par rejet des syndicats CGT de la politique menée par l'ancienne direction, qui avait fait du dialogue social et le syndicalisme « lobbyste » rassemblé ses priorités.

La Martinique en lutte

« Nous ne sommes pas des mange-miettes, les Guadeloupéens ne se battent pas pour des allocations. Aujourd'hui, il est hors de question que la France quitte notre pays sans contribuer au développement social et économique de celui-ci ! »

Élie **Domota**, militant indépendantiste antillais

Depuis la rentrée, les Antilles sont à nouveau sous les feux de l'actualité. La raison ? Le mouvement contre la vie chère, peu relayé par les médias traditionnels, à part quelques images furtives et commentaires rapides. Il faut croire que ce mouvement indiffère ou, plus sûrement, dérange au moment où la Kanaky se révolte contre la volonté du pouvoir de métropole de lui imposer une assimilation forcée dans le seul but de continuer à piller ses richesses.

La crainte de la contamination est palpable. Les Antilles, comme en métropole, subissent de plein fouet les méfaits de la politique du gouvernement. L'insularité et la persistance des privilèges des békés^[1] (1% de la population) en plus. Cette poursuite d'une politique coloniale jamais abandonnée au cours des siècles par Paris, qui fait du racisme la norme du fonctionnement économique, explique certainement la colère d'un peuple pillé qui n'a pas voix au chapitre sur les choix de développement de son territoire. Cela s'est traduit au printemps dernier par un taux de refus de vote record (de l'ordre de 87%) aux élections européennes^[2]. Franchement, demander à un Antillais s'il se sent Européen, c'est tout simplement se foutre de lui !



Régulièrement, les Antilles sont le théâtre d'affrontements tant le pouvoir refuse de céder quoique ce soit qui ressemble à un progrès social et économique, a fortiori à une possibilité d'avancée vers l'autonomie. A croire que le choix est fait du cycle provocation- révolte-répression.

Confrontés au chômage, à la mal vie, à la précarité, à des services publics sur lesquels la défenseure des droits a rendu en mars 2023 « un rapport accablant », les Antillais expriment leur colère. Quand à cela, se rajoute l'explosion des prix, c'est l'explosion du peuple. Durant tout le mois de septembre dernier les Antillais sont descendus dans la rue en criant « Stop à la vie chère ». Le slogan des années antérieures « Non à la profitation » a logiquement refait surface tant, années après années, les mêmes problèmes demeurent : accaparement du pouvoir économique par les békés, quasi-absence d'industrie locale, services publics défaillants... Avec un taux de pauvreté de 27%, la Martinique est l'un des départements les plus pauvres de France.

La grève de 2009 reste encore dans les mémoires, et comme cela n'a pas suffi, pas étonnant que la colère déborde, n'en déplaise à celles et ceux qui ne veulent voir dans ces expressions de colère que l'action de supposés casseurs quand il s'agit de la rage de ceux que l'on n'écoute pas pour mieux continuer à les opprimer. Cela rappelle le mot de Prévert : « *Quand les éboueurs sont en grève, les ordures sont indignés* ».

Messieurs du pouvoir, continuez à vous indigner et à répondre par le couvre-feu ou par de pseudo concertations rideaux de fumée aux exigences de vivre dignement d'une population excédée. L'histoire nous apprend que nulle part, dans aucun pays du monde, la répression n'a réussi à venir à bout de la colère sociale. Nombre de dictateurs l'ont appris à leurs dépens.

Le combat des travailleurs et travailleuses chez Dumarey Powerglide en Alsace

Malek, technicien chez Dumarey depuis plus de 33 ans et militant de la CGT, a accepté de répondre à nos questions. À travers son témoignage, ce n'est pas seulement l'histoire de

la transformation d'un grand groupe mondial en une petite entité qui émerge, mais aussi celle de milliers de travailleurs et de syndicalistes. Le cas particulier de cette usine met en lumière les mécanismes implacables du système capitaliste.

RC Alsace : Les "Plans de Sauvegarde de l'Emploi" au service des profits actionnariaux

En Alsace, les Plans de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) se succèdent, le plus souvent au profit des actionnaires. Après la liquidation de CADDIE en juillet, de CLESTRA l'an passé, c'est maintenant au tour de Dumarey Powerglide de subir une



“restructuration”. Officiellement, le ministère du travail présente les PSE comme des outils pour faciliter le reclassement des salariés, mais les travailleurs de Dumarey savent que la réalité est tout autre. Derrière ces licenciements, l'actionnaire principal a empoché 150 millions d'euros tout en laissant les ouvriers face à une liquidation présentée comme inévitable. Quant aux promesses de reclassement, elles se révèlent souvent déconnectées des qualifications des employés. L'entreprise, par exemple, réinternalise des services comme le nettoyage, une solution qui ne compense en rien la perte de savoir-faire industriel.

Dumarey, anciennement General Motors, produit des boîtes de transmission pour des

véhicules de luxe depuis 1967. De ses 3.000 salariés à l'origine, il n'en reste aujourd'hui que 850, dont 250 intérimaires. Depuis 2013, Dumarey accumule les restructurations et plans sociaux, malgré des périodes de rentabilité. La logique de profit à tout prix dicte des licenciements et des départs anticipés, faisant augmenter la charge de travail pour les employés restants, tout en fragilisant la stabilité de l'emploi.

La situation s'est aggravée en 2024 lorsque ZF, son plus gros client représentant 80% du carnet de commandes, a annoncé la fin de ses achats de boîtes de vitesses pour septembre. ZF, également en difficulté, prévoit le licenciement de 14.000 salariés en Allemagne. Cette nouvelle a été dissimulée jusqu'en avril, alors que la direction savait depuis novembre 2023 que l'arrêt de

cette production était imminent. En 2023, Dumarey affichait pourtant des résultats financiers solides, et une prime PPV de 4.000 € avait même été versée aux salariés. Cependant, la direction justifie maintenant les suppressions de postes par l'épuisement des fonds.

En réponse à cette crise, les syndicats ont appelé à la grève, organisant des arrêts de travail et des assemblées générales pour mobiliser les équipes. Leur exigence principale : une garantie sur le maintien des emplois pour les cinq prochaines années. Malek a souligné l'urgence de cette situation et la nécessité d'une diversification du carnet de commande, une demande restée sans réponse de la part de la direction.

La lutte syndicale, un combat contre l'exploitation capitaliste



Malek, ouvrier depuis 1991, a rapidement pris des responsabilités au sein de la CGT. Malgré les intimidations, les menaces et les tâches humiliantes imposées par la direction, il a

persisté dans son engagement. En 2019, lors d'un précédent PSE, Malek a résisté à une tentative de licenciement. Grâce au soutien de l'Inspection du travail, il a évité un départ forcé, mais la direction ne l'a jamais réaffecté à un poste correspondant à ses compétences. Depuis quatre ans, il est isolé dans une zone grillagée de l'usine, surnommée "la prison", où il travaille sous surveillance constante. Les méthodes de répression syndicale employées par la direction ne se limitent pas à Malek. La création de syndicats "maison" comme

la CFDT, ou encore des tentatives de corruption, font partie des tactiques déployées pour affaiblir les luttes ouvrières. Cependant, la CGT, avec près de 100 syndiqués, reste déterminée à défendre les droits des travailleurs face à la logique de profit qui détruit les emplois.

La grève de juillet 2024 a été un tournant. Les travailleurs ont bloqué l'usine et exigé une rencontre avec l'actionnaire de Dumarey, ainsi que des garanties financières pour les salariés touchés par les licenciements. Malgré la réticence de la direction, cette action a montré l'unité des salariés, tous secteurs confondus. La CGT, fidèle à ses principes, a consulté les travailleurs en assemblée générale pour décider démocratiquement de la suite à donner au mouvement, contrairement à la CFDT, qui a appelé à la reprise du travail.

Face à l'offre de départ en retraite anticipée à 70% du salaire brut, la CGT a réclamé une rémunération à 90%, dénonçant un plan qui sacrifie les travailleurs sur l'autel des profits. Finalement, la direction a débloqué 90 millions d'euros pour financer les mesures sociales et assurer la continuité de l'activité de l'usine. La CGT demande une compensation de 100.000 euros par salarié licencié. Le 28 septembre, une manifestation intersyndicale s'est tenue à Strasbourg pour défendre ces revendications. L'histoire de Dumarey reflète celle de nombreux travailleurs victimes du capitalisme. Les syndicats, en première ligne de cette lutte, poursuivent leur combat pour garantir des conditions de travail dignes et protéger les salariés de la rapacité des actionnaires.

Boucherie poésie et chansonnette

Nous, on va pas voter au deuxième tour.
Il est élu ...
La haine est au premier tour,
prête à étripier un modèle social hérité de
ceux qui donnèrent leur vie pour la sécu.
Pour des services public!
Pour le peuple!
À la boucherie, satisfaite de ce petit pouvoir
de larbin des impérialistes.
Mais au deuxième tour, nous voyons se
mettre en place cette minuscule aristocratie
politiques,
assemblée de petits bourgeois frileux et
même de quelques tartufes qui posent sur
la photo,
avec un va t'en guerre .
Pour la boucherie de nos enfants !

Et le grand parti fasciste avec ces élus
frontiste allié à la droite !

Pour découper la bête entière !
À la boucherie guerrière,
les prolétaires...

Où au combat!

Pour emprunter la voie du progrès social.
Les richesses sont à nous.
À cent pour cent!
Si il le faut.
À sang pour sang!
Le capitalisme n'est que destruction.
Pour l'abattre un jour,
le troisième tour,
la lutte et la révolution.

Demain s'écrit aujourd'hui, pour que continue la vie...

Petite réflexion de l'été sur la poésie, la fraternité et de la culture de « jardin de résistance de l'humanité».

La plupart du temps la poésie est considérée comme éphémère, voire risible.

Surtout par les tyrans qu'ils soient tout petits ou très grands. Mais en réalité elle est comme cette étoile-plume, l'instant inscrit à l'encre de nos sentiments, elle est cette éternelle étoile, au firmament des chagrins, des joies et de l'amour. Chansonnette de résistance et de solidarité envers la Palestine, moquant toutes ces plumes, certes acérées, mais venimeuses à en détruire l'amour et l'humanité.

Vient l'appréhension de dire

Le cœur soupire

L'esprit expire

Qui se cache derrière sourire

Il faudrait vivre à genoux

Quand de l'intonation

Et de l'incantation

On sent le courroux

Refrain Toutes les paroles
Ne sont pas bonnes
Elles sonnent sonnent
L'amour s'envole

En un instant l'étoile-plume

Dit à l'autre lève toi

Dit si tu fléchi parfois

Digne pour nous assume

Il faut le faire pour pouvoir

Tendre la main

Et croiser ce destin

Où ce lis à nouveau l'espoir (refrain)

Loin de ce volubile jacassement

Inaudible à rendre fou

Syllabes qui s'échouent

Aux écueils de tous les ressentiments

Part loin

Dans un lieu préserver qu'il faut savoir taire

Non plus que mettre un genou à terre

Pas moins (Refrain)

Que de n'accepter la trahison

Les amours souffreteuses

À la phonétique creusent

Un augure de mauvaise bise

Va! sans te réfréner

Dissipant les paroles

Où l'amour s'envole

Où est le trait de liberté (Refrain)